

Les enjeux de la violence dite communautaire au Centre du Mali comme facteur important dans la crise actuelle

Le Centre du Mali, qui constitue un trait d'union entre le Nord et le Sud, avait ressenti la crise à travers l'accueil des réfugiés avant d'en devenir le théâtre. Avec le replis des forces de défense et de sécurité en 2012, les rebelles et leurs acolytes poussèrent leurs pions jusqu'à Douentza et Tenenkou au Centre. Les attaques de Konna (Mopti) et de Diabaly (Ségou) en janvier 2013 avaient nécessité l'intervention de la force française Serval devenue ensuite Barkhane. Défaits, les djihadistes ne refirent surface dans ces deux régions qu'en janvier 2015 avec les attaques de Nampala, de Tenenkou. La présence d'éléments peuls qui scandaient le nom de Hamadoun Koufa (Cissé 2018) ne tarda pas à réveiller de vieux démons. Ainsi, les vraies intentions de ces hommes armés étaient diversement interprétées par les populations. Pendant que les uns subissaient passivement le joug des moudjahidines qui s'installaient petit à petit, d'autres étaient sceptiques.

De l'implantation des djihadistes au discours de justice

La première des causes est en rapport avec l'implantation des radicaux qui a fait basculer le Centre du Mali dans une insécurité chronique. Arrivés avec l'idée d'en découdre avec l'État, d'instaurer la charia, les moudjahidines ont commencé par des prêches dénonçant les abus des agents de l'État à l'égard des communautés. Ce qui leur

Modibo Galy Cissé
Université de Leiden,
Pays Bas

avait permis de trouver une oreille attentive auprès de bon nombre d'habitants, qui voyaient déjà en l'État une entité expropriatrice de droits historiques. Ce sentiment est particulièrement présent au sein des éleveurs peuls. Accusé de partialité en faveur des agriculteurs (Gaye 2017), l'État fut contraint de quitter la région suite aux attaques contre les casernes des FAMas à Tenenkou, Nampala, qui firent de nombreuses victimes (Leblon 2019). Dès le départ, donc, les violences dites communautaires ont suivi des lignes ethniques et les Peuls soupçonnés de s'allier aux djihadistes ont fait bloc contre les autres groupes. Le départ de l'État n'aura cependant été que de courte durée.

De la lutte antiterroriste à la naissance des groupes d'autodéfense au Centre du Mali

Le principe du refus du président IBK de dialoguer avec les djihadistes eut deux conséquences notoires. La première fut l'intensification de la guerre contre les groupes armés ; la deuxième fut la prolifération de brigades de vigilance, encouragées par le ministère de la Réconciliation et dont la mission est d'appuyer les FAMas.

Les membres des groupes d'autodéfense sont recrutés au sein de populations paysannes pour servir de brigadiers, d'éclaireurs et de combattants à l'armée malienne. Un conflit, par personne interposée dès lors, ressuscite des conflits anciens opposant agriculteurs et éleveurs autour de l'exploitation des ressources naturelles. Par ailleurs, les membres des groupes d'autodéfense se revendiquent de l'État et c'est pourquoi «certains collaborent avec les FDS pour traquer les djihadistes comme les groupes d'autodéfense bambaras», écrivait Gaye (2017). C'est cette traque des djihadistes qui par endroits est passée à la chasse aux Peuls, d'où le conflit intercommunautaire. Le tournant communautaire a été marqué par trois événements majeurs.

Le premier événement, lié à l'assassinat du 2e adjoint au maire de Karéti, Youssouf Coulibaly, membre de la confrérie des chasseurs du Karéti et responsable du groupe de veille, le 30 avril 2016. En réponse à ce meurtre, le carnage de Malémana, le lendemain, 1er mai 2016, fit 43 morts au sein de la communauté peule. Le Karéti s'embrasra pendant trois mois sans répit, avec des tueries en brousse et des enlèvements sans précédent d'animaux, qui empêchèrent les paysans de cultiver.

Le second événement est l'assassinat du boutiquier Chaka Dembélé de Diawaribougou, le 11 février 2017 ; l'incident mit le feu aux poudres. Suspecté d'espionnage en

faveur de l'armée et exécuté par les djihadistes, sa mort contribua à un nouvel embrasement du Centre. Les représailles des chasseurs Donso firent 20 morts et 18 blessés au sein de la communauté peule vivant dans les hameaux voisins. Ameutés, certains groupes peuls notamment les Téréré (voleurs de bétail peuls) se lancèrent dans l'enlèvement des troupeaux de Bambaras et des assassinats ciblés au sein de la même communauté.

Au même moment en pays dogon, les assassinats des chasseurs Théodore Somboro¹ en octobre 2016 dans la commune de Ségué, cercle de Bankass, et Souleymane Guindo en juin 2017, commune de Dioungani, cercle de Koro mirent le feu aux poudres et conduisirent à la situation actuelle. Suivant la déclaration de guerre tous azimuts par le gouvernement, la milice Dana Ambassagou se constitua en bras armé des FAMAs en pays dogon. Une guerre terrible ravage dès lors la région : ni les agriculteurs dogons ni les Peuls n'osent plus sortir aux champs ou faire paître leurs animaux (Gaye 2017).

L'impact de ce conflit intercommunautaire sur la situation actuelle

De son éviction à la tête de la commission des bons offices chargée de négocier avec les djihadistes, en particulier Hamadoun Koufa et Iyad Ag Ghali en janvier 2018, à l'éclatement de l'affaire dite de l'éducation sexuelle complète en janvier 2019, l'imam Mahmoud Dicko était aux abonnés absents dans la vie politique malienne. Dans sa lutte engagée contre le pouvoir en place, l'imam Dicko trouvera un allié de poids en la personne de Bouyé Haïdara, le chérif de Nioro du Sahel. Ainsi, le Haut Conseil islamique sous sa forme anti-pouvoir est monté au créneau. Un meeting fut organisé

au Stade du 26 mars, le 10 février, puis le 5 avril 2019 à la place de l'Indépendance avec, comme ordre du jour, le départ du Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga. Mahmoud Dicko avait accusé le gouvernement d'instrumentalisation du conflit au Centre. Il clamait que des Peuls autochtones ont par endroits été contraints d'abandonner la terre de leurs ancêtres au profit d'autres communautés. Il incitait toutes les parties à se donner la main afin de ne pas faire le jeu du gouvernement, rappelant du coup l'expérience du Nord avec les milices songhay mobilisées à l'époque contre les Touaregs. Sur les réseaux sociaux, les chroniqueurs des plates-formes d'obéissance communautaire (dogons et peules) se lancèrent dans des interprétations aussi diverses que variées. Il faut au passage souligner qu'au meeting organisé par Tabital Pulaaku, le 30 mars 2019 au Palais de la culture à Bamako, une semaine après le massacre d'Ogossagou 1 du 23 mars 2019, qui avait fait officiellement 160 morts (tous Peuls), l'imam avait pris la parole, accusant le gouvernement d'être à la base de l'hécatombe. Son discours anti-État lui valut l'adhésion totale des éleveurs peuls et de quelques-uns des intellectuels au sein du M5-RFP. Malgré les accusations contre l'État d'instrumentalisation du conflit intercommunautaire, l'imam Dicko porte un discours conciliateur et insiste sur son impartialité.

En fin de compte, il faut noter qu'en dehors des ressortissants du Centre et de l'imam Dicko, les Bamakois et politiciens du M5-FRP ont combattu le gouvernement de IBK pour des causes autres que la condition des Dogons ou des Peuls. Ces derniers ont marché durant l'année 2018 contre les exactions des leurs par les milices pro-étatiques, les Dogons ont fait de même en 2019 contre les agressions des djihadistes et

miliciens peuls, sans une adhésion populaire des habitants du District.

Note

1. Dont l'audio sous forme de testament est sans doute une des causes de la chasse aux Peuls engagée depuis 2016 au Centre du Mali. Dans ledit audio, il disait ceci en français « *Monsieur le chef d'état-major général, j'ai été attaqué par les djihadistes entre Doundé et Ségué. Les djihadistes ont tiré sur moi. Je suis vraiment touché et je vais mourir, je le sais. Je confie ma famille à vous. L'indemnité que je recevais, 150 000 F par mois, vous les donnez à mes femmes, à mes frères et occupez-vous de ma famille. Je suis mort pour tout le pays, surtout pour les Dogons, les Dafings, les Bobos, les Bambaras, tous les Noirs. Mes parents chasseurs, vengez-vous, rentrez dans les villages peuls, tuez tout le monde, c'est eux les complices et qui m'ont tué. Je me confie à vous, ma famille est à vous, je suis mort pour la Nation. Je suis mort pour la Nation. Mon jeune frère Timothée, je vous confie ma famille, je te confie ma famille.*

Références

- Cissé, M. G., 2018, «Hamadoun Koufa, fer de lance du radicalisme dans le Mali central», dans Mirjam de Bruijn, Biographies de la radicalisation : Des messages cachés du changement social, Langaa Research & Publishing.
- Gaye, Serigne Bamba, 2017, Conflits entre agriculteurs et éleveurs dans un contexte de menaces asymétriques au Mali et au Burkina Faso, Friedrich-Ebert-Stiftung, Dakar-Fann.
- Leblon, Anais, 2019, « Pasteurs marginalisés et/ou djihadistes : représentations des Fule dans le traitement médiatique de la crise au Centre du Mali », dans B. LECOCQ & A. NIANG, Identités sahéliennes en temps de crise : histoires, enjeux et perspectives, Berlin, LIT Verlag, p. 93-132.